

« Les milliardaires minent la démocratie » : l'alerte d'Oxfam avant Davos

Jamais les richesses ne se sont accumulées aussi vite entre les mains d'une poignée de milliardaires, au détriment de la cohésion sociale et du fonctionnement démocratique. Oxfam met en garde contre une dérive où l'argent se transforme en pouvoir politique.

PHILIPPE LALOUX

Trois mille entreprises, 750 des plus grands patrons de la planète, Donald Trump, des dirigeants des quatre coins du monde... sur fond de guerre des droits de douane et de chaos géopolitiques, le gratin de l'économie mondial s'est donné rendez-vous, dès ce lundi, dans la station huppée de Davos, en Suisse. L'occasion, à chaque fois, pour l'ONG Oxfam, qui plaide pour une économie sociale et circulaire, d'enfoncer le clou sur le danger des écarts de richesse de plus en plus béants entre une poignée de milliardaires et le reste du monde.

Sur rapport, au titre éloquent (*Résister au règne des plus riches*), dresse le constat d'une explosion des inégalités et d'une concentration de pouvoirs sans précédent. « Jamais dans l'histoire, la richesse ne s'est accumulée aussi vite », avance l'ONG. La fortune des milliardaires a bondi de 2.500 milliards de dollars (2.160 milliards d'euros), soit trois fois plus vite que la moyenne des cinq dernières années. En octobre 2025, Elon Musk est devenu la première personne de l'histoire à posséder une fortune supérieure à 500 milliards de dollars. Les douze personnes les plus riches sont plus riches que près de 4 milliards de personnes dans le monde. En Belgique, 17 milliardaires détiennent ensemble plus que 3,6 millions de Belges.

« Ce phénomène de concentration des richesses ne pose pas qu'un problème économique : il mine nos démocraties et nos droits fondamentaux », nous confie Julien Desiderio, chargé de plaidoyer en justice fiscale chez Oxfam Belgique. « En clair, ces inégalités économiques se transforment en inégalités politiques. Le constat que l'on fait, c'est que soit on a la richesse concentrée

entre quelques personnes, soit on a la démocratie. Mais on ne peut pas avoir les deux en même temps. L'image qui illustre le mieux ce phénomène est celle de l'investiture de Trump, où un président multimilliardaire invite tous les milliardaires, notamment ceux de la Tech, et met en place une administration qui compte en son sein des milliardaires, comme Elon Musk. La collusion de l'argent et du pouvoir politique est flagrante. »

Des agendas d'extrême droite

Les ultrariches n'achètent plus seulement des biens matériels : aujourd'hui, ils achètent du pouvoir politique et de l'influence, renversant le principe démocratique au profit d'un système où « un dollar équivaut à une voix ». Au final, selon un calcul effectué par Oxfam, un milliardaire a ainsi 4.000 fois plus de chances d'occuper une fonction politique.

Sept des dix plus grands groupes de presse mondiaux sont entre les mains de milliardaires, qui utilisent ces plateformes pour promouvoir des idéologies spécifiques ou des agendas d'extrême droite. Neuf des dix plus grands réseaux sociaux dans le monde sont par ailleurs entre les mains de milliardaires. « Or, l'humanité passe onze milliards d'heures par jour sur ces réseaux sociaux », relève Julien Desiderio. « Cette concentration du pouvoir médiatique confère un pouvoir d'influence incomparable sur ce que pensent et voient les gens. » L'exemple d'Elon Musk, le plus riche des plus riches, est frappant : depuis son rachat de Twitter (devenu X), les discours de haine ont augmenté de 500 %. A cela s'ajoute un pouvoir de

lobbying « disproportionné » : les entreprises liées aux dix hommes les plus riches du monde dépensent davantage en lobbying que l'ensemble des syndicats réunis.

Cette influence sur le discours mondial permet aussi de bloquer des réformes fiscales progressistes. Et d'obtenir des réglementations favorables ou des contrats avantageux. « Trump pousse par exemple très clairement l'agenda des grands pétroliers », illustre Julien Desiderio. « L'invasion du Venezuela, le retrait des accords de Paris ou la pression sur la réglementation environnementale européenne donnent des signaux très clairs sur le fait qu'il faut investir dans l'industrie pétrolière. Mécaniquement, cela alimente les cours de Bourse de ces sociétés. C'est pareil au niveau de l'intelligence artificielle ou du secteur des cryptomonnaies, pour lesquelles le soutien du gouvernement américain est total. »

Une restriction de l'espace civique

Les pays les plus inégalitaires ont sept fois plus de chances de tomber dans l'autoritarisme, avance l'ONG. « L'année dernière a été marquée par un nombre élevé de soulèvements populaires, souvent déclenchés par l'augmentation du coût de la vie », appuie Julien Desiderio. « Mais, malgré tout, on voit que la réponse des gouvernements, ce n'est pas davantage de redistribution des richesses. C'est plus de division, de répression, de sanctions et de restrictions de l'espace civique. On voit partout que l'exécutif cherche à s'approprier des prérogatives du pouvoir judiciaire. »

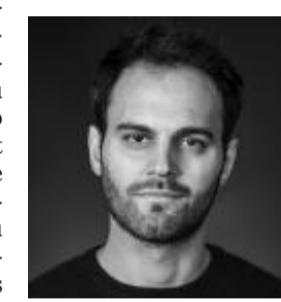
Si Oxfam plaide pour une redistribu-

tion, c'est aussi, avance-t-elle, parce que les sociétés plus égalitaires sont également des sociétés où il y a plus de cohésion sociale : « Or, l'agenda poussé par les milliardaires tend à s'opposer au droit du travail, aux organisations syndicales, à l'idée que la société civile puisse s'organiser pour créer des contre-pouvoirs. »

Pour Oxfam, l'un des remèdes contre la concentration de la richesse passe par une fiscalité plus équitable. Or, 1 % des plus riches, qui possèdent un quart des richesses, paient structurellement moins d'impôts que la classe moyenne.

Les hésitations des gouvernements (essentiellement américain) de ne pas taxer les grandes entreprises du numérique (championnes de l'optimisation fiscale) aggravaient cette situation. De même que les pressions de Trump pour torpiller la décision de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) d'une taxation minimale de 15 % pour les multinationales.

Reste enfin l'idée de la fameuse taxe Zucman, soutenue par la présidence brésilienne du G20, qui suggère un impôt minimum pour les ultrariches (plus de 100 millions d'euros). « La taxation sur la fortune est nécessaire », appuie Julien Desiderio. « Ce n'est pas une taxe contre la réussite ou le mérite. Avec un taux de 2 %, cela ne ferait même pas décroître l'augmentation de leur richesse. Elle serait à peine ralentie. Alors que chez Oxfam, on plaide pour une décroissance de la richesse des ultrariches. Car, en réalité, le monde n'a pas besoin de milliardaires... »



Soit on a la richesse concentrée entre quelques personnes, soit on a la démocratie. Mais on ne peut pas avoir les deux en même temps

Julien Desiderio
Chargé de plaidoyer en justice fiscale chez Oxfam Belgique

”

La Tech réunie à la cérémonie d'investiture de Donald Trump, le 20 janvier 2025. De gauche à droite : Mark Zuckerberg, Jeff Bezos, Sundar Pichai (Google) et Elon Musk. © AFP

